

Communiqué de presse

FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION

WWW.SUDEDUCATION.ORG
FEDE@SUDEDUCATION.ORG



Paris, le 03/12/2025

SERVICE MILITAIRE VOLONTAIRE : POUR SUD ÉDUCATION, LA MILITARISATION DE LA JEUNESSE, C'EST TOUJOURS NON !

Emmanuel Macron accentue et accélère la logique belliciste dans laquelle il s'enferme. Annoncé depuis de longs mois, le rétablissement du service militaire, sur la base du volontariat, est désormais devenu concret lors de la visite, à Varces, du Président venu s'exprimer auprès de la 27e Brigade d'infanterie de montagne. La forme qu'il prendra, les mesures qu'il comprend, son plan de déploiement et son coût ont été dévoilés : estimé à 2 milliards d'euros pour 2026, ce dispositif devrait enrôler, à partir du prochain été, 3000 volontaires, âgé·es entre 18 et 19 ans avec un objectif de 10 000 conscrit·es pour 2030 et 50 000 pour 2035. Les volontaires seront notamment recruté·es lors de la journée de défense et de sécurité, transformée en « journée de mobilisation ».

Ce service militaire, quoique volontaire, s'inscrit dans une volonté affichée de militarisation de la jeunesse. Il prolonge le plan de « réarmement » que ne cessent de déployer Macron et ses gouvernements successifs et qui se manifeste dans des choix budgétaires, des mesures au service de l'armée et de la défense, une rhétorique martiale. Ce service militaire vient appuyer et valider le scandaleux discours « va t'en guerre » du chef d'état major des armées devant le congrès des maires de France : il illustre la pression mise par le militaire pour un enrôlement de la jeunesse, la préparation des esprits pour « accepter de perdre ses enfants ».

Ce service militaire vient prendre la suite du service national universel, mesure phare des quinquennats de Macron à laquelle il a dû renoncer faute d'adhésion de la jeunesse à ce dispositif onéreux, largement décrié et combattu. À travers ce service militaire, le Président bafoue les revendications portées par la jeunesse, les organisations syndicales, les collectifs mobilisés contre le SNU. Il renie également des décennies de lutte pour la suspension de l'ancien service militaire obtenue en 1997. SUD éducation s'oppose à cette mesure qui franchit un cap dans la militarisation de la jeunesse et la combattra avec la même détermination que nous avons combattu le SNU.

Ce service militaire s'accompagne de toute une série de dispositions qui engagent l'Éducation nationale et renforcent les relations déjà très étroites entre l'école et l'armée. Ainsi, les classes défense, dispositif qui permet de nouer des partenariats entre des établissements scolaires et

les forces de défense et de sécurité, verront leur durée étendue de un à trois ans. Les établissements scolaires devront, par ailleurs, organiser la participation des élèves à au moins une journée commémorative par an. Enfin, les élèves de seconde devront être incité·es à faire leur stage de fin d'année dans l'armée.

SUD éducation dénonce ces dispositifs qui vont à l'encontre du projet d'école émancipatrice que nous portons. Nous refusons que les missions de l'école soient dévoyées pour en faire un espace d'enrôlement et d'embriagadement de la jeunesse. Le service militaire annoncé par Macron et les mesures qui l'accompagnent traduisent une dangereuse mainmise de l'armée sur la jeunesse, instrumentalisant l'école au service de cet objectif, captant des moyens qui font défaut à un service public d'éducation en souffrance, incapable d'accueillir dans de bonnes conditions l'ensemble des élèves. Ce projet ne répond en rien aux besoins et préoccupations d'une jeunesse dont la santé mentale s'est largement dégradée comme le révèlent les enquêtes de Santé publique France. Elle manifeste son inquiétude pour l'avenir de la planète et se heurte à une sévère répression dès lors qu'elle s'engage pour la justice sociale et climatique.

SUD éducation appelle à construire la résistance à ce service militaire, nouvelle démonstration du mépris du gouvernement envers la jeunesse. SUD éducation invite les personnels de l'éducation nationale à refuser toute participation aux dispositifs mis en place pour faire pénétrer l'armée dans les écoles et à se mobiliser contre la militarisation de la jeunesse et de la société.